

L'EMANCIPATEUR

SYNDICAT CGT DU VAR DES RETRAITÉS ET ANCIENS SALARIÉS
DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Mensuel n° 385 - Novembre 2021

édito

Voilà bientôt deux ans maintenant que la COVID 19 faisait son apparition. D'abord choqués, inquiets puis prudents, nous avons appris à vivre dans un environnement dangereux. Nous ne nous sommes pas adaptés, comme certains voudraient nous y pousser, mais nous cherchons à combattre le virus. Comme l'a déclaré le président de L'OMS, lui-même, *"La pandémie de Covid-19 prendra fin lorsque le monde choisira d'y mettre fin, c'est entre nos mains, nous avons tous les outils dont nous avons besoin"*.

La pandémie est certes une tragédie, nul ne saurait le nier, mais il existe un autre virus tout aussi dangereux parce que bien plus pernicieux. Celui-ci s'attaque aux individus sous des formes variées : Il s'en prend aux emplois, aux salaires, aux pensions, aux services publics, au pouvoir d'achat... Et ce sans distinction de sexe ou d'âge.

Si certains ont su se prémunir de la COVID 19, si d'autres ont pu en guérir, nous sommes toutes et tous malades, toutes et tous atteints tous les jours dans notre chair par « l'autre virus ». Celui-ci se nomme Capital !!!

Dans le même temps où le Conseil national de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale alerte contre l'augmentation de la pauvreté en France, "démultipliée" depuis le début de l'épidémie de coronavirus, le Figaro se réjouit du nouveau record de la Bourse de Paris qui bat celui précédemment établi en septembre 2000.

Tandis que le producteur de richesses se débat contre la maladie, contre l'exclusion, contre la pauvreté qui le guettent, l'actionnaire sabre le champagne pour fêter la croissance de son bas de laine. L'éternelle lutte de classe...

Tout comme la pandémie de COVID 19 prendra fin lorsque le monde choisira d'y mettre fin, les fanfaronnades du capital cesseront dès que la mobilisation sera à la hauteur des enjeux et cela ne tient qu'à nous.

Transformer la société, c'est œuvrer à la bataille des idées, c'est œuvrer à la bataille revendicative, c'est œuvrer au renforcement. Et pour cela les occasions ne manquent pas : manifestation nationale des retraités à Paris le 2 décembre, congrès FNTE CGT du 29 novembre au 2 décembre, plus près de nous, rassemblement et action en Préfecture Maritime pour la revalorisation des pensions, et pour le maintien de la reconnaissance des travaux insalubres ainsi que pour celle des heures supplémentaires dans le calcul de la retraite et la liste n'est pas exhaustive...

Cher(e) camarade, tu as toute ta place dans la bataille contre le virus qu'est le Capital, et le syndicat compte sur toi tout autant que tu peux compter sur lui !

Michel Canestrelli



Toulon, manifestation du 5 octobre

sommaire

- Edito **1**

- Au bonheur des actionnaires et des riches
- Et les salaires, monsieur le Président ? **2**

- Balivernes gouvernementales **3**

- HIA : le dépeçage est en marche
- Agenda et activités du syndicat **4**

L'EMANCIPATEUR - Tel : 04 94 18 94 57 - Fax : 04 94 18 94 58

Adresse postale : Retraités CGT Var Mindef - 13 avenue Amiral Collet - 83000 Toulon

Email : retraitescgtvarmindef@gmail.com - Directeur de la publication : Patrick Buvat

N° CPPAP 0326S07751 - Journal édité par nos soins.

Au bonheur des actionnaires **et des riches**

Les budgets de l'Etat et de la Sécurité sociale 2022 s'inscrivent entièrement dans la continuité de leurs prédécesseurs, au profit des « premiers de cordées », avec d'un côté la poursuite d'une politique budgétaire entièrement dédiée aux nantis et aux multinationales, de l'autre côté l'absence de réponse à la profonde crise de notre système de santé, avec le choix gouvernemental où la cotisation c'est l'exception et l'exonération la règle, et un projet gravissime d'une « Grande sécu » mortifère de notre système de sécurité sociale et mutualiste .

Le pouvoir d'achat des classes populaires et moyennes première préoccupation des français – s'effondre, laminé par les lourdes hausses successives des prix de l'énergie, des carburants, des produits alimentaires et vestimentaires, des mutuelles et de beaucoup d'autres biens de première nécessité.

Et en face les actionnaires engrangent allègrement des milliards de dividendes.

En un an, le patrimoine des 500 plus grandes fortunes de notre pays s'est envolé de 30 %, et le « ruisellement » annoncé sans rire aussi bien par Macron que par la droite apparaît comme une mauvaise blague. La fortune de ces familles les plus riches est passée de 570 milliards en 2017 à 1000 milliards en 2021.

D'un côté la suppression de l'ISF,

« l'exit taxe », la « flat tax » avec 4 milliards de cadeaux annuels, une faible et favorable imposition sur les sociétés pour les grandes entreprises, les cadeaux fiscaux.

De l'autre la hausse de la CSG pour les retraités, la baisse de 5 euros de l'APL, le refus de l'extension du RSA aux jeunes, la réforme de l'assurance-chômage, le quasi blocage des salaires et des pensions de retraites, le refus de déconjugaliser l'AAH, 74 milliards qui manquent à la sécurité sociale après 4 milliards

BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT, RÉEL ? OU RESENTI ?



d'économies sur les hôpitaux publics et 8 milliards sur l'assurance-maladie, la situation très compliquée à l'hôpital public (20 % de lits fermés par manque de médecins et soignants), les restes à charge des malades toujours plus importants.

L'obsession de Macron et de son gouvernement est aussi de réduire la place de l'État dans l'économie en le privant méthodiquement de ses moyens : 50 milliards d'euros ont manqué chaque année à son budget, même chose pour le budget de la Sécurité sociale, ouvrant grandes les portes à une baisse drastique des dépenses publiques et sociales, à une importante régression sociale.

Il s'agit bien là de budgets de classe, à combattre avec détermination.

Claude BOUY

ALLOCUTION D'EMMANUEL MACRON DU 9 NOVEMBRE

Et les salaires, monsieur le Président ?

Tout augmente sauf les salaires : le prix des loyers, les tarifs de l'électricité, du gaz comme de nombreux produits de 1ère nécessité explosent, le pouvoir d'achat de la majorité des salariés, privés d'emploi et retraités diminue.

La Sécurité sociale, socle de notre protection sociale, est malmenée particulièrement par une politique gouvernementale d'exonérations croissantes de cotisations sociales. C'est inefficace en matière de création d'emplois et af-

faiblit les ressources notamment de notre système de santé, de retraite ou d'assurance chômage... Des milliards d'aides publiques sont versées sans aucune conditionnalité aux entreprises, dont certaines réalisent toujours plus de profits. L'argent

créé par le travail doit être utilisé à l'augmentation générale des salaires et à la réponse aux besoins de la population, et non profiter à quelques-uns !

Avec la CGT, les travailleuses et travailleurs se mobilisent chaque

jour pour gagner une revalorisation significative de leurs salaires. Des milliers d'entre eux sont en dessous du smic car le gouvernement refuse d'automatiser le relèvement des minimas de branche à chaque augmentation du salaire minimal.

Pas un mot dans le discours présidentiel ! Compte tenu de l'inégalité salariale et professionnelle entre les hommes et les femmes, celles-ci travaillent gratuitement depuis le 3 novembre jusqu'au 31 décembre. Pas un mot dans le discours présidentiel ! Les retraités seront mobilisés le 2 décembre prochain à Paris pour la revalorisation de leurs pensions mais n'ont pas plus retenu l'attention du président, dans son discours de candidat à la destruction de notre système de retraite. Rien non plus en matière de politique volontariste de création et pérennisation d'emplois et d'amélioration des conditions de travail alors que chaque jour des salariés luttent et proposent des projets industriels concrets pour sauvegarder leur entreprise (SAM, Chapelle Darblay...). A contre-courant, Emmanuel Macron fait le choix de culpabiliser les plus précaires et celles et ceux qui sont privés d'emploi. Elles et ils recherchent simplement une véritable carrière professionnelle en évitant les emplois sous-qualifiés, mal payés et trop souvent accompagnés de conditions et de temps de travail inacceptables.

Les grandes déclarations sur le travail ne doivent pas être de la simple rhétorique. Il faut répondre à l'urgence sociale générée par la crise sanitaire et sa gestion. Pour cela il convient de mettre en place un véritable plan de rupture en remplaçant le développement humain durable au cœur de l'action politique et économique. La priorité maintenant c'est d'augmenter les salaires, de valoriser le travail et mieux le partager pour travailler moins, mieux et surtout toutes et tous.

Balivernes gouvernementales

Une grande opération de communication gouvernementale est à l'oeuvre depuis la rentrée de septembre, avec l'annonce d'un taux de croissance du PIB de plus de 6 % pour 2021.

Pour Macron et son gouvernement tout va mieux, notre pays serait entré dans une phase de prospérité économique, et du côté de l'emploi on en serait revenu à une situation de plein-emploi, avec « *trop d'emploi par rapport à la demande* ».

L'Insee est plus prudente et dans son analyse de conjoncture précise qu'à la moitié de l'année « l'acquis de croissance » de 4,8 % est dû au rebond lié à la fin du confinement.

Les chiffres de l'emploi sont également en trompe l'oeil, car le ministère des Affaires sociales précise qu'à côté des 3,5 millions de chômeurs inscrits officiellement à Pôle emploi, il y a en réalité plus de 6,3 millions de chômeurs toutes catégories avec les radiés et les non inscrit et il n'y a que 264 400 emplois vacants.

Côté opération de Macron sur la retraite, le minimum à 1000 euros par mois annoncé, qui devrait concerner, dit-il, 5,7 millions de personnes soit le tiers des retraités, ne seraient en réalité retenus « que » les titulaires d'une carrière complète, ce qui réduit à 1,8 million le nombre de bénéficiaires de cette « largesse », en dessous du seuil de pauvreté à 1064 euros par mois.

Mais un bémol a été introduit par un rapport des deux députés macronistes Lionel Cause et Nicolas Turquois, avec la distinction entre « trimestres cotisés » et « trimestres validés », ce qui fait que ne resteraient alors que 850 000 retraités concernés par la mesure de 1000 euros par mois, soit moins de 6 % des retraités.

Mardi 10 novembre, le président candidat Macron à l'élection présidentielle s'est livré à un bilan élogieux, flatteur mais mensonger sur de nombreux points, un satisfecit pour embellir son action depuis 5 ans : la Macronie aura tout réussi ! Mais il a clairement indiqué que s'il est élu en 2022 il appliquera sa dangereuse et inacceptable réforme des retraites par points : un avertissement pour tous les actifs et les retraités.

Derrière cette multiplication de balivernes qui enjolivent la réalité, perdurent les inégalités, la précarité, le chômage, la pauvreté, tous les maux d'une société placée sous le joug du capitalisme financiarisé et de l'ultra libéralisme du pouvoir à son service.

Claude BOUY



HIA : le dépeçage est... en marche !

Dans le numéro d'octobre de « L'Emancipateur » nous évoquions les graves menaces planant sur le Service de Santé des Armées et plus particulièrement sur les HIA.

Notre analyse et nos craintes pour le devenir de ces établissements de santé viennent malheureusement de se confirmer. En effet, après le Val de Grâce, c'est au tour de l'hôpital Desgenettes de Lyon de subir la foudre de la politique gouvernementale.

Le 21 octobre, la ministre déléguée est venue sur le site pour annoncer **la suppression de 320 emplois et que l'hôpital va devenir une simple « antenne hospitalière des armées » !**

On le voit, la descente aux enfers du SSA est bel et bien engagée !

Depuis des années la CGT ne cesse de dénoncer la situation des HIA sur le territoire et ne se résoudra pas à accepter les suppressions de postes et de

lits hospitaliers, le manque de moyens et les fermetures. Le Service de Santé des Armées doit impérativement pourvoir continuer à assurer sa mission au service des forces et son soutien aux populations de notre pays.

Dans ce cadre, les HIA sont partie intégrante de l'offre de santé et de son maillage sur tout le territoire national. A cet égard, leur rôle durant la pandémie a été indispensable face au manque cruel de moyens des hôpitaux et à la dégradation des prises en charges sanitaires durant la pandémie. Mais la question qui se pose aujourd'hui pour le SSA qui ne cesse de se dégrader depuis plus de vingt ans à cause des coupes budgétaires organisées par les gouvernements successifs au plus grand profit du

secteur privé : **A qui le tour désormais ? HIA Robert Piqué à Bordeaux ? HIA Legouest à Metz ? ou d'autres encore ?**

A terme c'est bien l'extinction des HIA qu'il faut craindre avec l'impact sur les établissements du ravitaillement qui risquent de voir leurs effectifs revus à la baisse. En tant que retraités, pouvoir disposer d'un réseau de santé public partout sur le territoire est un enjeu important. Cela doit nous conduire à nous mobiliser à chaque fois que nécessaire, pour améliorer et pérenniser notre système de santé.

Seule une mobilisation massive des personnels et des usagers pourra faire barrage à ce démantèlement inacceptable.

Michel RENOUF

Agenda et activités du syndicat

- **Lundi 2 novembre** : réunion du secrétariat avec à l'ordre du jour :

- Préparation du congrès fédéral
- Préparation prochaine CE jeudi 9 décembre
- Demande d'audience au directeur des ressources humaines de la Préfecture Maritime (CECMED) mardi 23 novembre pour compléments de réponses sur questions abordées lors du dernier entretien, augmentation des pensions, refus de reconnaître tout ou partie des travaux insalubres (TPIS)
- Réunion nouveaux adhérents lundi 15 novembre à 9h30
- Point orga 359 FNI +1 nous avons dépassé les 100 % malgré le contexte actuel, avec 7 adhésions et 7 continuité syndicale
- En solidarité pour la famille de Clément Jehan, la participation financière de notre syndicat et la collecte des syndiqués s'élève à ce jour à 920 €.

Infos brèves

- Services pensions des armées

Suite au déménagement des services des Pensions des Armées, voici les nouvelles coordonnées du SPA :

Services des Pensions et des Risques Professionnels (SPRP)

Caserne Beauregard - BP 6000

17016 La Rochelle Cédex 1

Mail correspondant.fct@intradef.gouv.fr

Tél : 05 46 50 23 37

- Pinocchio

« Les hausses salariales généralisée ne sont pas soutenables pour l'économie ». Geoffroy Roux De Bézieux, le président du Medef, juge sans doute « soutenables » les hausses des dividendes versés par les entreprises du CAC40 à leurs actionnaires : 52 milliards en 2021, soit 22 %, en pleine crise du Covid.